

**M. McDermid:** Dont il faudrait parler dans le cadre des prévisions budgétaires du ministère des Transports.

**M. Johnston:** ... ait eu l'extraordinaire audace de critiquer le programme.

**M. le Président:** Le ministre répond-il à la question du député de Cariboo-Chilcotin?

**M. Johnston:** Monsieur le Président, nous devons veiller à ce que les Canadiens apprécient les avantages de la reprise annoncée l'année dernière dans le budget du ministre des Finances et cela faisait partie intégrante de notre programme.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Johnston:** Ce programme avait pour but de suppléer à l'insuffisance des investissements du secteur privé qui persiste toujours malheureusement.

Quand nous voyons des chantiers de construction surgir dans toutes les régions du pays ...

**M. Crosbie:** Les hauts lieux du favoritisme.

**M. Johnston:** ... et quand nous voyons des établissements comme l'Institut des recherches maritimes et forestières dans la circonscription du député de York-Sunbury, nous espérons que cela incitera le secteur privé à investir pour profiter de la relance ...

**M. McDermid:** Il se fait graisser la patte avec son propre argent.

**M. Johnston:** ... que le gouvernement a énormément favorisé grâce à ce programme et aux autres mesures de relance prévus dans le budget d'avril.

\* \* \*

## LES PÊCHES

### L'ÉTAT DE L'INDUSTRIE EN COLOMBIE-BRITANNIQUE

**M. Ted Miller (Nanaimo-Alberni):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Pêches et des Océans. Il y a un an, en raison des vives pressions exercées par son conseil consultatif, le ministre a affirmé, il s'en souvient, qu'on en avait terminé avec le rapport et que, de là, on passerait à autre chose. En dépit de cette confirmation, les collaborateurs du ministre formulent encore des propositions visant à limiter le nombre des bateaux, à délivrer des permis sectoriels, à transférer les permis et à privatiser cette ressource. Étant donné que l'industrie de la pêche s'oppose catégoriquement à ces idées, le ministre pourrait-il nous dire qui il écoute lors de ses consultations? Quels pêcheurs préconisent la décimation de leur industrie au point qu'on s'exposerait à d'importantes transactions intéressant aussi bien la pêche en haute mer que les cours d'eau de la Colombie-Britannique?

**L'hon. Pierre De Bané (ministre des Pêches et des Océans):** Monsieur le Président, le député n'est vraiment pas au courant. Hier, je me suis entretenu avec plus de 100 pêcheurs de la côte du Pacifique. Ils étaient incapables de s'entretenir avec leur député provincial et ont dû venir à Ottawa pour voir leur

représentant fédéral. La réunion a été très amicale et constructive. Ils étaient si satisfaits de cette réunion qu'ils ont proposé d'en tenir une autre à Vancouver en fin de semaine et j'ai volontiers accepté cette proposition.

Comme je le leur ai dit, je prépare actuellement un document à l'intention du cabinet. Pour m'assurer que je n'oublie aucune solution ou problème, je leur ai transmis une liste de toute une série de questions qui se posent au secteur des pêches du Pacifique et je peux bien le dire aux députés, ils ont convenu que je n'avais oublié aucun des divers problèmes et solutions que le cabinet examinera en temps voulu.

**M. Miller:** Le ministre doit savoir que son conseil consultatif siège depuis un an et que les recommandations de son ministère à ce comité ont incité 125 pêcheurs à venir de la Colombie-Britannique pour rejeter les propositions de son ministère.

### ON DEMANDE AU MINISTRE DE DÉPOSER LES RAPPORTS ET LES DOCUMENTS DU MINISTÈRE

**M. Ted Miller (Nanaimo-Alberni):** Ce matin, après avoir discuté de ces questions avec les mêmes pêcheurs, le comité des pêches et des forêts a décidé de se rendre en Colombie-Britannique pour rencontrer de nouveau les représentants des pêcheurs de cette province. Puisque le ministre s'entretiendra avec son conseil consultatif la semaine prochaine et avec la Fishermen's Survival Coalition voudrait-il déposer à la Chambre le dernier document que son ministère a rédigé sur les solutions à envisager, le rapport Pearse, le rapport Cruickshank et tout autre document qui pourrait aider le comité des pêches et des forêts à examiner en toute objectivité cette crise qui sévit dans les pêches, et afin que ce comité puisse lui présenter des recommandations?

**L'hon. Pierre De Bané (ministre des Pêches et des Océans):** Naturellement, monsieur le Président, tous ces documents sont du domaine public et il appartient au comité et à son comité directeur de prendre leurs décisions. Ce n'est pas moi qui vais dicter l'ordre du jour d'un comité parlementaire. J'ai trop de respect pour mes collègues députés.

**M. Miller:** Le ministre sait que nous avons déjà tenté de faire déposer ces documents à la Chambre afin que le comité puisse les étudier. Il faut qu'ils soient déposés avant que nous puissions les examiner officiellement.

### ON DEMANDE AU MINISTRE DE DÉPOSER LE PROJET DE LOI

**M. Ted Miller (Nanaimo-Alberni):** Étant donné l'état d'inquiétude dans lequel vit toute le secteur de la pêche en Colombie-Britannique de même que les groupes qui en dépendent, qu'il s'agisse d'hommes d'affaires ou d'entreprises de services, le ministre voudrait-il, au lieu de se contenter d'un jour de débat pour apporter des changements majeurs dans ce secteur d'activité comme il l'a fait sur la côte est par le projet C-138, déposer le projet de loi afin que nous puissions discuter des nouvelles orientations, afin que nous puissions protéger le gagne-pain des pêcheurs de la Colombie-Britannique et de leurs collectivités et afin que ce projet réponde aux vœux des premiers intéressés plutôt qu'à ceux du ministre, de ses conseillers et des fonctionnaires?